

JACQUES SAPIR¹

REGARDS CROISÉS SUR LA TRANSITION

NOTES DE LECTURE

Près de cinq années après le début de la transition, l'heure est au bilan et souvent à la critique, voire l'auto-critique, des idées qui avaient dominé la scène en 1989 et 1990. Les économistes doivent prendre en compte des éléments imprévus, tout en constatant que nombre de leurs prédictions ne se sont pas réalisées (Winiecki, 1993-a). Une certaine humilité détone aujourd'hui par rapport aux assurances et proclamations d'il y a cinq ans (Ellman, 1994 a). La figure du conseiller occidental n'est plus toute puissante (Yavlinsky & Braguinski, 1994), tandis que des doutes sérieux sont désormais exprimés quant à la validité tant des prescriptions macro-économiques que de la macro-économie standard dont elles sont issues (Bhaduri & alii, 1993 ; Ellman, 1994 a ; Portes, 1993). Assurément, on trouve encore des docteurs "tout va bien" (Aslund, 1994-a, 1994-b), pour qui seules les résistances politiques expliquent les divergences entre la réalité et leurs prédictions. Force est de constater cependant que nombre des critiques portées à la pensée économique dominante, qu'elles le soient sur le versant théorique (Stiglitz, 1994), ou d'un point de vue plus empirique (Amsden & alii, 1994 ; Taylor 1994), portent et durement.

Le débat s'organise en fait autour de trois thèmes principaux. Le premier est constitué bien entendu par la dépression que connaissent toutes les économies en transition, et dont l'ampleur a pris à contre-pied prévisions et prévisionnistes. Le second n'est autre que la nature elle-même de la transition, trop souvent assimilée à quelques mesures simples prises conjointement à la stabilisation. Le troisième porte sur les politiques à mettre en œuvre pour retrouver la croissance, désormais définie comme objectif prioritaire (Kornai, 1994), et, par extension, sur le modèle implicite d'économie capitaliste vers lequel il faudrait orienter les économies en transition (Solimano & alii, 1994).

1. Jacques Sapir est économiste au centre d'Etudes des modes d'industrialisation, et maître de conférence à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

C Comprendre l'origine de la dépression

L'ampleur de la dépression a dépassé les prévisions les plus pessimistes (Williamson, 1993) ; même si des signes de reprise se manifestent aujourd'hui dans certaines économies (en Pologne en particulier), les taux de croissance restent trop faibles pour permettre une récupération rapide du niveau économique que connaissaient les pays en transition dans les années quatre-vingt. Cette dépression alimente un chômage massif y compris en Russie contrairement aux idées reçues (Standing, 1995). Il en découle des tensions politiques et sociales fortes, qui se sont traduites par l'éviction du pouvoir des équipes à l'origine des politiques de transition et la remise en cause de leurs programmes (Myant, 1993), à l'exception de la République tchèque. Il est donc normal que ce thème polarise un important débat.

Un premier élément de ce dernier est incontestablement la discussion sur la responsabilité qu'aurait eue la politique monétaire dans la contraction de l'activité. La thèse d'un *credit crunch* (Calvo & Coricelli, 1992 ; Calvo & Kumar, 1994) est loin de faire l'unanimité. Pour certains auteurs, non seulement la contraction du crédit n'est pas démontrée (Herr & alii, 1994-b), mais surtout, dans les conditions de l'économie de transition, la politique monétaire est tout simplement inefficace (Bofinger, 1994). Ceci conduit d'autres auteurs à pointer les causes "réelles" de la dépression, comme la contraction des échanges internationaux (Rosati, 1994), ou tout simplement l'ampleur des transformations structurelles à accomplir (Winiecki, 1993-b). Enfin, le danger de l'hyperinflation était réputé tel qu'il justifiait par avance les politiques monétaires restrictives (Aslünd, 1994-a ; Vojnic, 1993). Cependant, l'accent mis sur les causes réelles de la dépression par certains auteurs ne signifie pas qu'ils approuvent la politique monétaire restrictive ; celle-ci est ainsi considérée comme freinant la transformation structurelle tout en n'ayant qu'une efficacité très faible contre une inflation dont les origines seraient largement micro-économiques (Aglietta & Sapir, 1995 ; Winiecki, 1993-b). Comme on pouvait s'y attendre, les auteurs les plus critiques face aux politiques mises en œuvre à partir de 1990 sont aussi ceux qui considèrent que la politique monétaire a été excessivement restrictive, qu'il s'agisse d'auteurs appartenant au courant de l'économie standard (Portes, 1993), ou à d'autres écoles (Bhaduri & alii, 199. ; Taylor, 1994). En fait, l'argumentaire de ceux qui dénie à la politique du crédit une responsabilité dans la dépression repose sur deux points : d'une part, le volume réel des crédits aurait peu changé durant la phase restrictive, et de l'autre, une expansion ultérieure n'a pas entraîné de reprise de l'activité (Bofinger, 1994). Cette argumentation est cependant critiquable sur les deux points. Pour que l'on puisse parler d'un effet restrictif, il ne faut pas comparer les volumes réels du crédit d'une période à l'autre, mais les comparer à la demande de financement des agents. Un même volume peut tout aussi bien indiquer une expansion qu'une contraction, suivant que les besoins ont diminué ou se sont accrus. Dans le cas des économies en transition, il y a eu à l'évidence une très forte augmentation des besoins de financement des agents, liée à deux facteurs. La libération des prix a détruit les fonds de roulement des entre-

prises, et le changement des prix relatifs a fait apparaître des besoins de restructuration impliquant de nouveaux financements. Quant à déduire de la non reprise de l'activité lors des phases expansives, que les phases de contraction n'ont pas d'effet, cela revient tout simplement à oublier la présence d'effets de cliquet dans l'économie. Il est clair par ailleurs que même les auteurs qui ne croient pas en un rôle dépressif de la politique monétaire sont mal à l'aise quant aux politiques concrètement mises en œuvre. Les taux d'intérêt sont ainsi considérés comme trop élevés (Herr, 1994-b), ce qui est en partie contradictoire avec les affirmations d'une non responsabilité de la politique monétaire dans la dépression.

Il est donc plus vraisemblable que la politique monétaire a bien eu un rôle dépressif, mais qu'elle ne porte pas à elle seule la responsabilité de la situation actuelle. En fait, l'analyse de la politique monétaire doit prendre en compte l'état du secteur financier et bancaire des économies en transition. Le problème des mauvaises dettes, tout comme celui des impayés, montrent que les canaux habituels de transmission de la politique monétaire sont, en partie au moins, brouillés (Herr, 1994-b). L'existence dans certaines économies, comme en Russie, d'un courant d'échanges en troc, indique que la monétarisation de ces économies est imparfaite (Aukutsionek, 1994). Cependant, le fait que l'accroissement du volume des échanges en troc, tout comme celui des crédits inter-entreprises, soient parallèles à celui du niveau des taux d'intérêt réels, pourrait indiquer que ces derniers chassent hors du système du crédit les entreprises qui fonctionnent réellement, pour n'y laisser que les cas désespérés. Si tel est bien le cas, on serait alors en présence d'un phénomène massif de sélection adverse. C'est pourquoi au moins un des participants au débat soutient que, s'il était nécessaire de faire augmenter les taux d'intérêt, il n'était pas indispensable de chercher à obtenir immédiatement des taux d'intérêt réels positifs (Nuti, 1993). Globalement, la conjonction de politiques monétaires restrictives avec des politiques budgétaires également restrictives, a pu provoquer ce que certains auteurs appellent une situation d'*overkill* (Bhaduri & alii, 1993).

Un second élément du débat est incontestablement le rôle de la compression de la demande, privée et publique, dans la dépression. Ceci n'est pas compatible, pour certain, avec le maintien de l'inflation ; il n'y a donc pas dans cette optique compression de la demande dans les pays considérés car une inflation relativement forte y persiste (Bofinger, 1994). Une telle argumentation repose bien entendu sur l'idée que l'inflation est toujours et partout le produit d'un excès de demande, thèse fortement contestée par ailleurs (Winiecki, 1993-b ; Amsden & alii, 1994). En fait, la contraction de la demande, analysée à partir de la chute du salaire réel, et surtout son imprévisibilité, sont des explications très plausibles à la dépression (Islam, 1993 ; Kornai, 1994 ; Kolodko, 1994 ; Taylor, 1994). Il faut ici ajouter que les comparaisons de niveaux du salaire réel peuvent donner lieu à discussion. Dans le cas de la Russie, il a été soutenu que la baisse a été relativement faible (Koen & Phillips, 1993). Ceci repose cependant sur une analyse des niveaux moyens qui ne prend pas en compte la distribution des données. L'analyse de la dispersion des salaires et surtout de l'ensemble des revenus monétaires montre que le mode s'écarte rapidement de la valeur moyenne à partir de 1992, traduisant une ouverture très brutale des écarts. Une grande majorité de la population reçoit un revenu très inférieur au revenu moyen, tandis que se constitue une petite couche, de l'ordre de 5 % à 7 % de la population d'hyper-privilegiés

(Aglietta & Sapir, 1995). Cette évolution est congruente avec les données sociales qui démontrent un accroissement brutal de la mortalité en Russie (Ellman, 1994-b). Ceci a bien entendu des conséquences importantes tant pour la composition de la demande agrégée, qu'il s'agisse de la répartition entre consommation et investissement, que pour la composition même de la consommation (Granville & Shapiro, 1994). On peut donc considérer comme acquis la responsabilité d'une forte contraction de la demande dans la dépression (Williamson, 1993).

Un troisième élément réside dans le changement brutal des prix relatifs. Si pour certains auteurs ce changement doit dégager autant d'opportunités de croissance qu'il produit d'effets dépressifs (Herr & alii, 1994-b), il est considéré par d'autres comme un phénomène à la responsabilité importante (Volkonsky & alii, 1995 ; Winiecki, 1993-b ; Amsden & alii, 1994). En fait, si les secteurs capables de profiter des nouveaux prix relatifs doivent assurer leur reproduction technique et matérielle à travers des secteurs qui eux sont fortement défavorisés, sous des hypothèses de forte complémentarité et de faible substituabilité, on peut obtenir un fort effet dépressif. Il est par ailleurs très discutable qu'une "bonne" matrice des prix relatifs (i.e. identique à celle des prix mondiaux) soit une condition de la croissance (Taylor, 1994). Au contraire, l'expérience des pays à forte croissance d'Extrême-Orient tend à montrer que des matrices "fausses" peuvent s'avérer des plus utiles pour alimenter un démarrage rapide de la croissance (Amsden a et b, 1994). Enfin, il faut signaler un intéressant paradoxe sur lequel s'attarde J. Stiglitz. Si, comme le prétendent les instigateurs des politiques dites de *big bang*, le changement des prix relatifs était capable d'orienter les structures d'une économie donnée dans la bonne direction, il n'y aurait pas de raison pour que la planification ne fasse pas le travail aussi bien sinon mieux. En effet, les hypothèses qui sont à la base du raisonnement donnant au changement des prix relatifs le rôle qui lui échoit dans les politiques de transition les plus radicales, sont identiques à celles qu'il faut mobiliser pour justifier l'efficacité de la planification centralisée (Stiglitz, 1993).

On peut enfin signaler d'autres éléments dont le rôle a été invoqué pour expliquer l'ampleur de la dépression. La rupture des liens établis entre les pays en transition, et l'absence de coopération, voire simplement de coordination, entre eux sont souvent évoquées (Herr, 1994-b ; Rosati, 1993 ; Williamson, 1993). Il faut cependant souligner que ces ruptures sont très largement le produit des politiques radicales de transition et, dans le cas de la CEI, de la politique monétaire menée par B. Fyodorov lors de son retour au gouvernement du printemps 1993 à janvier 1994. Il ne s'agit donc nullement d'un facteur exogène, mais bien du résultat d'une politique qui engage la responsabilité de nombreux gouvernements et de leurs experts occidentaux. Un autre facteur est l'incertitude globale quant aux évolutions économiques et politiques de la région, incertitude qui contribue à réduire l'investissement (Herr, 1994-a). Cette incertitude est évidemment accentuée par de fortes variations du taux de change réel, suite à des tentatives plus ou moins maladroites de mettre en place des politiques d'ancrage nominal. Ces variations contribuent à brouiller l'image des conditions de formation des profits, tant pour les agents internes que pour de potentiels investisseurs extérieurs (Amsden, 1994-a ; Bofinger, 1994). Là encore, l'incertitude est moins un facteur exogène que le produit de politiques inadaptées. Cette incertitude est certainement renforcée par la confusion régnant en ce qui concerne les droits de propriété à la

suite de certaines techniques de privatisation comme du fait des trop fameuses lois de restitution (Portes, 1993 ; Winiecki, 1993-b ; Yavlinsky, 1994).

Enfin, la diminution de la pénurie, et sa disparition même en Europe centrale et orientale, entraînent une disparition des comportements de stockage et une liquidation des stocks accumulés (Winiecki, 1993-b). Cependant, un tel facteur peut expliquer une chute temporaire brutale de la demande, mais non une baisse prolongée.

Une conclusion de ce débat est que les politiques macro-économiques proposées ou mises en œuvre dans les pays considérés, en dépit des affirmations de certains de leurs promoteurs (Balcerowicz, 1993), ne correspondaient ni aux problèmes réels ni aux bases micro-économiques de ces pays ; outre des problèmes évidents de conflit d'objectifs, il y aurait eu violation de la règle qui veut que la macro-économie doit être cohérente avec la micro-économie. Ainsi s'expliqueraient les "surprises" (Ellman, 1994-a ; Winiecki, 1993-a), et nombre de désillusions (Bofinger, 1994 ; Islam, 1994 ; Amsden, 1994-a ; Yavlinsky, 1994). Un auteur, qui n'est pas connu par ailleurs pour son laxisme dans le domaine monétaire, va ainsi jusqu'à déconseiller formellement les politiques monétaires, qu'il s'agisse de la restriction du crédit par le jeu des taux d'intérêt ou des formes diverses de l'ancrage nominal (Bofinger, 1994). L'oubli des articulations entre la politique macro-économique, le cadre institutionnel et la situation micro-économique est aussi la principale critique portée à l'encontre des politiques mises en œuvre ces dernières années par un des plus grands économistes soviétiques, émigré aux Etats-Unis à la fin des années soixante-dix, I. Birman (Birman, 1994).

La dépression était sans doute en partie inévitable (Winiecki, 1993-b). Il n'en reste pas moins qu'elle semble avoir été dramatiquement aggravée par des politiques inadaptées, reposant sur une connaissance à tout le moins superficielle de la situation des pays en transition, et sur des bases théoriques, celles de l'économie standard, qui sont trop proches de celles de la planification centralisée pour ne pas être douteuses (De Vroey, 1987 ; Stiglitz, 1994). Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère que certains des conseillers occidentaux se réfugient dans des explications de nature politique (Sachs, 1994). La palme revenant à cet égard à A. Aslund qui attribue l'inflation en Russie à la résistance de la nomenklatura (Aslund, 1994-a), un terme comme une notion qui brillent par leur absence dans son ouvrage de 1989 (Aslund, 1989). Inversement, on peut alors comprendre le ressentiment envers les conseillers occidentaux, explicite chez des auteurs des pays en transition (Yavlinsky, 1994).

T ransition et transformations structurelles

Un second débat important porte sur la nature et le degré d'avancement des transformations structurelles impliquées par la transition. Il est aujourd'hui clair que cette dernière ne se confond pas avec la stabilisation, et qu'elle exige des transformations autrement plus longues et plus profondes que ce qui était initialement prévu (Csaba, 1993 ; Portes, 1993 ; Islam, 1994). Si des auteurs soutiennent encore l'approche radicale qui avait prévalu en 1989-1990, c'est avant tout au nom de la nécessité d'une irréversibilité politique

(Balcerowicz, 1993 ; Blejer & Coricelli, 1995 ; Csaba, 1994). Le *big bang* étant alors justifié par la volonté de détruire radicalement l'ancien système pour en éviter tout retour. Cependant, on peut arguer que l'on a, alors, confondu vitesse et précipitation (Dewatripont & Roland, 1994 ; Roland, 1994). A bien des égards, un excès de vitesse est alors contre-productif, du point de vue des objectifs finaux de la transition (Aghion & Blanchard, 1993). Voilà qui conforte les positions de ceux qui ont soutenu les thèses gradualistes. Ces dernières ne signifient nullement qu'il faille ne rien faire, mais qu'il convient d'établir une séquence d'actions mises en œuvre graduellement.

Les privatisations

Un bon exemple de ce débat concerne la question des privatisations. Pour les auteurs les plus engagés dans la logique radicale, elles sont incontestablement le grand succès des changements structurels (Aslünd, 1994-a ; Chubais & Vishnevskaya, 1994 ; Boycko & *alii*, 1994). Pour d'autres auteurs, ces privatisations sont au mieux un succès partiel (Frydman & *alii*, 1993 ; Major, 1993), quand elles n'ont pas abouti à créer les "entreprises sans propriétaires" sous le contrôle de banques toutes aussi dépourvues de propriétaires (Winiecki, 1993-b ; Amsden & *alii*, 1994). Ceci contribue alors à la criminalisation de l'économie, en particulier en Russie (Birman, 1994).

La question des privatisations met donc en avant deux problèmes distincts. Le premier est bien entendu celui de la relation principal/agent. Rien ne prouve que le mode de privatisation adopté dans certains pays, en particulier dans l'ex-Tchécoslovaquie ou en Russie, ait contribué à le renforcer (Amsden, 1994 ; Yavlinsky, 1994). Un second problème concerne la séquence restructuration-privatisation. L'un des arguments qui soutenait les politiques de privatisation rapide était l'incapacité de l'Etat à effectuer les restructurations nécessaires. Or, comme le montre l'expérience polonaise, la restructuration et l'ajustement aux nouvelles conditions peuvent se faire aussi rapidement dans le secteur public que dans le secteur privé (Pinto & *alii*, 1993). La comparaison des différentes expériences des pays en transition montre à cet égard que des acteurs contingents influencent fortement la plus ou moins grande efficacité des privatisations (Frydman & Rapaczinski, 1994). A cet égard, l'aversion vis-à-vis de l'Etat et de son action, si elle est parfaitement compréhensible pour des raisons politiques et historiques, ne repose pas sur des bases économiques fondées. La contraction du rôle de l'Etat a probablement ralenti la mise en place des règles du jeu et des institutions nécessaires pour le bon fonctionnement du secteur privé (Islam, 1994 ; Frydman & *alii*, 1993).

On est ici confronté à un paradoxe intéressant ; une fois admis que l'émergence d'une nouvelle matrice des prix relatifs n'est pas une condition suffisante à la transformation structurelle, pour les raisons évoquées plus haut, il faut envisager le processus d'ajustement comme une évolution. Celle-ci implique un effet d'apprentissage de la part des agents, qui peut se dérouler à travers deux modalités : l'imitation et le processus d'essai et erreur. Si l'imitation est une modalité valide, son rôle ne peut être que limité. En effet, pour supposer qu'elle soit un principe généralement applicable, il faudrait supposer soit une parfaite

homogénéité des agents, soit une parfaite circulation de l'information². On est donc conduit à considérer que le processus d'essai et d'erreur doit jouer un rôle important dans l'ajustement. Mais, pour qu'il puisse en être ainsi, les agents doivent savoir qu'ils auront une deuxième chance. Si tel n'est pas le cas, ce sont les agents "désespérés", c'est-à-dire ceux dont la situation est tellement mauvaise qu'ils n'ont plus rien à perdre, qui expérimenteront en premier. La probabilité de leur échec est élevée, conduisant alors à l'émergence d'anticipations négatives quant à l'ajustement. On peut donc considérer qu'une contrainte de budget dure au point d'interdire la seconde chance conduirait à une situation de sélection adverse. Néanmoins, si la contrainte de budget est lâche au point de permettre un certain nombre de chances nouvelles, les conditions de l'apprentissage ne sont plus réunies et l'on tombe dans une situation d'aléa moral. L'idéal serait évidemment de pouvoir moduler progressivement le degré de contrainte durant le processus. Ceci implique à l'évidence une politique à la fois active et flexible de la puissance publique, dont le moins que l'on puisse en dire est qu'elle ne fait pas l'unanimité parmi les économistes est-européens (Major, 1993). Cependant, elle risque de se heurter à un problème de crédibilité, dans la mesure où son action initiale ne prépare pas les agents à l'idée d'un durcissement progressif.

La contractualisation, c'est-à-dire une procédure bilatérale établissant un lien explicite entre des facilités assurant aux entreprises une seconde, voire une troisième, chance et des engagements de restructuration apparaît alors comme une solution. C'est en fait très exactement la politique mise en œuvre par les Etats des pays à forte croissance d'Extrême-Orient (Okimoto & alii, 1984 ; Amsden, 1989 ; Wade, 1990). Il n'en reste pas moins que, pour qu'une contractualisation soit possible entre la puissance publique et un acteur privé, il faut que la disparition de ce dernier soit supportable. Si la fermeture d'une entreprise est susceptible de créer une grave crise sociale, ne serait-ce qu'à l'échelle de la région où elle est installée, l'agent privé pourra adopter une stratégie de *coercive deficiency* pour ne pas tenir ses engagements. En ce cas, le commandement direct par l'Etat est certainement préférable pour mettre en œuvre un ajustement, qui sera nécessairement coûteux et étalé dans le temps. Le rôle de l'Etat dans l'ajustement micro-économique apparaît ainsi important, avec des formes pouvant fortement varier d'un pays à l'autre et des frontières entre secteur public et secteur privé qui sont appelées à être fluctuantes (Stark, 1994) ; ce qui conduit à tempérer le rythme et les modalités de la privatisation (Amsden, 1994 ; Birman, 1994 ; Yavlinsky, 1994.), dont il est évident qu'elle ne peut être qu'un processus lent et complexe (Nuti, 1993).

Les systèmes financiers

Un second exemple important est la nécessaire restructuration des systèmes financiers et bancaires dans les pays en transition. A l'évidence, il ne saurait y avoir de discipline de marché sans des structures financières adéquates. Par ailleurs, le financement de la restructuration implique un rôle actif des banques (Frydman & alii, 1993).

2. En effet, rappelons que pour que l'imitation soit un apprentissage, il faut que l'imitateur puissent soit considérer qu'il est identique à l'imité, soit qu'il dispose de toutes les informations lui permettant de tirer les leçons de l'expérience d'autrui. On est alors fort proche des conditions d'information parfaite dans lesquelles la planification centralisée devient un mode de coordination optimal.

Une première dimension de ce problème réside incontestablement dans la gestion de la question des "mauvaises dettes" accumulées dans le système bancaire, et dans la sous-capitalisation de ce dernier (Begg & Portes, 1993 ; Bofinger, 1994 ; Herr, 1994-a). C'est, assurément, un des obstacles les plus importants à la mise en place d'une économie de marché (Levine, 1993). Le coût de la recapitalisation du secteur bancaire et de sa consolidation peut être élevé, et implique, quelle que soit la méthode utilisée, une forte intervention de l'Etat (Banerjee, 1994 ; Claaseen, 1993 ; Saunders & Sommariva, 1993 ; Vinton & Slay, 1994) ; il fait, de plus, courir un risque d'aléa moral (Sgard, 1995). Ceci a, bien entendu, des implications importantes en ce qui concerne la privatisation du secteur bancaire (Bonin, 1993). Les relations entre l'Etat et le secteur privé sont appelées à être complexes, avec un mélange d'interventions directes et indirectes, durant la période de consolidation des systèmes financiers, période qui peut s'étaler sur plusieurs années (Lacoue-Labarthe, 1993 ; Sapir & Ivanter, 1995).

Une seconde dimension du problème réside dans le rôle qui doit être attribué aux banques dans le système financier des pays en transition. Les expériences des pays de l'Asie du Sud-Est montre que le crédit bancaire joue un rôle considérablement plus élevé que les marchés financiers, en particulier dans la période initiale du rattrapage économique (Amsden, 1989 et 1994-b ; Okimoto & alii, 1984). On peut penser que ceci devrait aussi être le cas des économies en transition, qui pourraient s'orienter vers une structure dite *bank-based* (Frydman & alii, 1993). Néanmoins, ce point est contesté, à la fois au nom d'éléments empiriques et théoriques ; les marchés financiers devraient ainsi être appelés à jouer un rôle actif dans la sélection des entreprises performantes, et pourraient plus facilement dégager les capitaux nécessaires à la restructuration (Grosfeld, 1994). Cette contestation de la place des banques dans le système financier des pays en transition repose cependant plus sur un a priori politique que sur des éléments concrets, car les liens entre les banques et entreprises sont ainsi suspectés de favoriser l'intervention de l'Etat, évidemment perçue comme un mal³.

Les transformations structurelles

Un troisième élément de ce débat concerne la durée et les rythmes des transformations structurelles de la transition. Le début de la transition avait été marqué par le débat entre partisans de réformes radicales et rapides, dites *big bang approach*, et ceux d'une approche plus gradualiste. Ce débat avait été obscurci par une inévitable confusion entre transition et stabilisation, et en particulier les discussions portant sur la pertinence des thérapies de choc. Aujourd'hui, si pratiquement plus personne ne croit en une transition rapide, ceci ne signifie pourtant pas automatiquement que les approches les plus radicales aient été néfastes. Elles sont aujourd'hui perçues rétrospectivement comme un instrument décisif dans la création d'une forte irréversibilité en faveur de la transition (Csaba, 1994). Ce point de vue reste cependant très contesté ; il n'est pas sûr que le *big bang* ne conduise pas à des réactions en retour fortement négatives après un à deux ans (Rodrik, 1995 ; Aghion, 1993).

3. Grosfeld, (1994), p.30.

Fondamentalement, la transition repose tout à la fois sur un processus de création d'institutions nouvelles et sur le maintien d'une forte crédibilité de ce processus, par une répartition relativement égalitaire des coûts du changement ; dans ces deux domaines, on peut montrer que les approches radicales ont souvent eu des effets contre-productifs (Birman, 1994 ; Dewatripont, 1994 ; Islam, 1993 ; Roland, 1994). Rétrospectivement, l'idée que l'on puisse créer un capitalisme sans capitalistes, par l'équivalent d'une charge de cavalerie, apparaît comme une profonde naïveté (Birman, 1994 ; Kornai, 1994).

Il faut d'ailleurs souligner que, dans une perspective hayekienne, la mise en place de règles légitimes et d'institutions respectées est un préalable absolu aux transferts de propriété et à l'efficacité des marchés (Boeltke, 1993). Le rôle des règles est d'autant plus important que la transition, parce qu'elle signifie un changement radical du cadre dans lequel les agents sont immergés, invalide une bonne partie de leurs connaissances antérieures. Une telle situation peut conduire à des comportements anormaux qui ne peuvent être combattus que par l'introduction de règles non discutables (Heiner, 1983 ; Butos & Koppl, 1993).

Il y a donc ici une convergence entre des auteurs appartenant à des écoles différentes, allant de l'économie structurale (Amsden & alii, 1994 ; Taylor, 1994) jusqu'aux hayekiens (Birman, 1994), pour critiquer les illusions entretenues sur la rapidité et l'automatisme des transformations structurelles par les théoriciens de l'économie standard.

Perspectives et enseignements

Les débats que l'on vient d'évoquer ont pour conséquence de nouvelles discussions portant cette fois sur ce qu'il convient de faire pour sortir d'une situation considérée au mieux comme mauvaise, au pire comme désastreuse.

La question des politiques susceptibles d'alimenter une croissance stable et non inflationniste est évidemment centrale. Pour certains auteurs, seule une stratégie tournée vers les exportations est capable d'alimenter une telle croissance (Herr, 1994-a ; Rosati, 1993). Cependant, si une telle stratégie est tenable pour de petits pays, il est beaucoup plus discutabile qu'elle soit réaliste pour l'ensemble des pays considérés. Les effets déstabilisateurs sur l'économie mondiale pourraient être considérables, et l'émergence de mesures protectionnistes chez les voisins immédiats, inévitable. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer aux exportations, mais indique qu'il est urgent de trouver d'autres sources de la croissance, c'est-à-dire avant tout une expansion des marchés intérieurs (Islam, 1993 ; Kornai, 1994 ; Taylor, 1994.). Une telle politique serait bien entendu d'autant plus efficace qu'elle serait concertée entre un certain nombre de pays (Kregel, 1994).

Si les marchés extérieurs ne peuvent remplacer complètement la demande intérieure, il en va de même pour l'offre de financement. L'analyse des trajectoires réussies de développement au xx^e siècle montre que les investissements extérieurs ne jouent qu'un rôle limité dans la croissance (Amsden, 1989 ; Amsden, 1994-a ; Wade, 1990). Le dégagement d'une offre de financement interne passe alors par celui d'une épargne importante, qui le plus souvent est liée à des politiques visant à limiter les écarts de revenus et à créer des classes

moyennes importantes (Amsden, 1989 ; Wade, 1990). Ceci justifierait des politiques fiscales redistributrices, et une intervention de l'Etat à la fois pour éviter la constitution d'une trop forte concentration des moyens économiques entre les mains d'une petite minorité et pour créer les institutions de collecte de cette épargne (Amsden, 1989 ; Taylor, 1994).

Cette question nous renvoie à celle du modèle implicite de l'économie de marché. Il y a aujourd'hui convergence entre des auteurs issus de cadres théoriques différents pour considérer que les expériences des pays d'Extrême-Orient devraient être mises à profit dans la détermination des stratégies économiques des pays en transition (Amsden, 1994-b ; Amsden, 1994 ; Islam, 1993 ; Kregel, 1994 ; Portes, 1993). Ceci rejoint la discussion que l'on a évoquée plus haut, à propos des bases théoriques de l'économie dominante. Si le modèle de l'équilibre général, et ses dérivés de type néo-keynésien, sont en réalité tout aussi incapables de penser une économie décentralisée que le modèle de la planification décentralisée, il convient alors d'avoir un regard neuf sur le processus de transition. Ce dernier cesse en ce cas de signifier le remplacement des diverses formes de coordination existantes par un mécanisme unique, qui serait celui de l'itération, pour prendre la forme d'une redistribution des domaines de compétences des différents modes de coordination, qu'il s'agisse bien sûr de l'itération, mais aussi du commandement et du bilatéralisme (en particulier sous la forme de réseaux). Telle est, peut-être, la leçon la plus radicale que l'on puisse tirer aujourd'hui de près de cinq années de transition.

J. S.

RÉFÉRENCES

- Aghion P. & O. J. Blanchard (1993), "On the Speed of Transition in Central Europe", *EBRD Working paper* n° 6, Londres, BERD, juillet.
- Aglietta M. & J. Sapir (1995), "La nature de l'inflation dans la transition en Russie et les politiques pour y faire face", Paris, Centre d'Etudes des Modes d'Industrialisation-Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, *Document de travail*, février.
- Amsden A. H., J. Kochanowicz & L. Taylor (1994), *The Market Meets Its Match - Restructuring the Economies of Eastern Europe*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Amsden A. H. (1989), *Asia's Next Giant : South Korea and Late Industrialization*, Oxford et Londres, Oxford University Press.
- (1994-a), "Can Eastern Europe Compete by Getting the Prices Right ? Comparisons with East Asia", in Solimano, Sunkel & Blejer, (Eds), (1994).
- (1994-b), "Why Isn't the Whole World Experimenting with the East Asian Model To Develop ?", *World Development*, vol. 22, n° 4.
- Aslund A. (1989), *Gorbachev's Struggle for Economic Reform*, Ithaca, Cornell University Press.
- (1994-a), "Lessons of the First four Years of Systemic Change in Eastern Europe", *Journal of Comparative Economics*, vol.19, n° 1, août.
- (1994-b), *Economic Transformation in Russia*, New York, St Martin's Press.
- Aukutsionek S. (1994), "Barter in Russian Industry", *The Russian Economic Barometer*, vol. III, n° 3.
- Balcerowicz L., (1993), "Common Fallacies in the Debate on the Economic Transition in Central and Eastern Europe", *EBRD Working Paper* n° 11, Londres, BERD, octobre.
- Banerjee B. (1994), "Non Performing Loans in a Transition Economy : the Czech Experience", in IMF, (1994), *Czech Republic-Recent Economic Developments*, Washington, FMI, SM/94/194, juillet.

- Begg D. & R. Portes (1993), "Enterprise Debt and Financial Restructuring in Central and Eastern Europe", *European Economic Review*, avril.
- Bhaduri A., K. Laski & F. Levčik (1993), *Transition from the Command to the Market System : What Went Wrong and What to Do Now ?*, Vienne, Vienna Institute for Comparative Economic Studies (WIIW).
- Birman I. (1994), "Interview d'Igor Birman par la rédaction du Courrier des pays de l'Est sur la situation en Russie", *Le Courrier des pays de l'Est*, mai.
- Blejer M. I. & F. Coricelli (1995), *The Making of Economic Reform in Eastern Europe*, Aldershot, Edward Elgar.
- Bofinger P. (1994), "Macroeconomic Transformation in Eastern Europe : The Role of Monetary Policy Reconsidered", in H. Herr, S. Tober & A. Westphal, (Eds.), (1994-a).
- Boeltke P. J. (1993), *Why Perestrojka Failed*, Londres et New York, Routledge.
- Bonin J.-P. (1993), "On the Way to Privatizing Commercial Banks : Poland and Hungary Take Different Roads", *Comparative Economic Studies*, vol. 35, n° 4, hiver.
- Boycko M., A. Shleifer & R. W. Vishny (1994), "The Progress of Russian Privatization", in Aslund, (Ed.), (1994-b).
- Butos W. N. & R. G. Koppl (1993), "Hayekian Expectations : Theory and Empirical Applications", *Constitutional Political Economy*, vol. 4, n° 3.
- Calvo G. & F. Coricelli (1992), "Stabilizing a Previously Centrally Planned Economy : Poland 1990", *Economic Policy*, n° 14.
- Calvo G. & M. S. Kumar (1994) "Money Demand, Bank Credit and Economic Performance in Former Socialist Economies", *IMF Staff Papers*, vol. 41, n° 2, juin.
- Chubais A. & M. Vishnevskaya (1994), "Privatization in Russia : an Overview", in Aslund (Ed.), (1994-b).
- Claassen E.-M. (1993), "Cleaning the Balance Sheets of Commercial Banks in Eastern Europe and their Role in Corporate Governance", *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 129, n° 3.
- Csaba L. (1993), "After the Shock. Some Lessons for Transition Policies in Eastern Europe", in Somogyi (Ed.), (1993).
- (1994), "Economic Transformation in the Visegrad Countries : a Comparison", in H. Herr, S. Tober & A. Westphal, (Eds.), (1994-a).
- Dewatripont M. & G. Roland (1994), "Eastern Europe : Less Haste, More Speed", *European Economic Perspectives*, n° 3, février.
- De Vroey M. (1987), "La possibilité d'une économie décentralisée. Esquisse d'une alternative à la théorie de l'équilibre général", *Revue économique*, vol. 38, n° 4, mai.
- Ellman M. (1994), "Transformation, Depression and Economics : Some Lessons", *Journal of Comparative Economics*, vol. 19, n° 1, août.
- (1994-b), "The Increase of Death and Disease Under Katastrojka", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 18, août.
- Frydman R., A. Rapaczynski & J. S. Earle (1993), *The Privatization Process in Central Europe*, Londres, Central European University Press.
- Frydman R. & A. Rapaczynski (1994), *Privatization in Eastern Europe : Is the State Withering Away ?*, Londres, Oxford University Press et Central European University Press.
- Granville B. & J. Shapiro (1994), "Russian Inflation : A Statistical Pandora Box", Londres, The Royal Institute of International Affairs, *Discussion Paper* n° 53.
- Grosfeld I. (1994), "Financial Systems in Transition : Is There a Case for a Bank Based System ?", Londres, CEPR, *Discussion Paper* n° 1062, novembre.
- Heiner R. (1983), "The Origins of Predictable Behavior", *American Economic Review*, vol. 73, n° 2.

- Herr H., S. Tober & A. Westphal, (Eds.), (1994-a), *Macroeconomic Problems of Transformation*, Aldershot, Edward Elgar.
- (1994-b), “Output Collapse and Economic Recovery in Central and Eastern Europe”, in H. Herr, S. Tober & A. Westphal, (Eds.), (1994-a).
- Islam S. (1993), “Conclusion : Problems of Planning a Market Economy”, in S. Islam & M. Mandelbaum, (Eds), (1993).
- Koen V. & S. Phillips (1993), “Price Liberalization in Russia-Behavior of Prices, Household Incomes, and Consumption during the First Year”, Washington, FMI, *Occasional Paper* n° 104, juin.
- Kolodko G. W. (1994), “The Visegrád Economies in Transition : The Comparative Perspective of the Macroeconomic Stabilization Pentagon. A comment on Csaba”, in H. Herr, S. Tober & A. Westphal, (Eds.), (1994-a).
- Kornaï J., (1994), “Transformational Recession : The Main Causes”, *Journal of Comparative Economics*, vol. 19, n° 1, août.
- Kregel J. A. (1994), “Exchange Versus Production as the Basis for the Design of Monetary, Fiscal and Exchange Rate Policies for the Transformation Process”, in H. Herr, S. Tober & A. Westphal, (Eds.), (1994-a).
- Lacoue-Labarthe D. (1993), “L’organisation de systèmes bancaires sûrs et efficaces en Europe centrale et orientale”, *Cahiers économiques et monétaires*, n° 41.
- Levine R. & D. Scott (1993), “Old Debts and New Beginnings : A Policy Choice in Transitional Socialist Economies”, *World Development*, vol. 21, n° 2.
- Major I. (1993), *Privatization in Eastern Europe-a Critical Approach*, Aldershot, Edward Elgar.
- Myant M. (1993), *Transforming Socialist Economies*, Aldershot, Edward Elgar.
- Nuti D. M. (1993), “Lessons from the Stabilisation Programmes of Central and Eastern European Countries, 1989-1991”, in Somogyi, (Ed.), (1993).
- Okimoto D. I., T. Sugano & F. B. Weinstein (1984), *Competitive Edge*, Stanford, Stanford University Press.
- Pinto B., M. Belka & S. Krajewski (1993), “Transforming State Enterprises in Poland : Evidence on Adjustment by Manufacturing Firms”, *Brookings Paper on Economic Activity*, n° 1.
- Portes R. (1993), “From Central Planning to a Market Economy”, in S. Islam & M. Mandelbaum, (Eds), (1993).
- Rodrik D. (1995), “The Dynamics of Political Support for Reform Economies in Transition”, Londres, CEPR, *Discussion Paper* n° 1115.
- Roland G. (1994), “On the Speed and Sequencing of Privatization and Restructuring”, Londres, CEPR, *Discussion Paper* n° 942.
- Rosati D. K. (1994), “Endogeneous Budget Deficits During Transition : The Mechanizm and Policy Response”, in H. Herr, S. Tober & A. Westphal, (Eds.), (1994-a).
- Sachs J. (1994), “Prospects for Monetary Stabilization in Russia”, in A. Aslünd, (Ed.), (1994).
- Sapir J. & V. Ivanter, (Eds.), (1995), *Les problèmes monétaires et financiers de la transition-un dialogue franco-russe*, Paris, éditions de la maison des Sciences de l’Homme et l’Harmattan, à paraître.
- Saunders A. & A. Sommariva (1993), “Banking Sector and Restructuring in Eastern Europe”, in *Journal of Banking and Finance*, n° 17, septembre.
- Sgard J. (1995), “Recapitalisation des banques et aléa moral en Hongrie et en Pologne”, *Revue économique*, vol. 46, n° 2, mars.
- Solimano A., O. Sunkel & M. Blejer, (Eds.), (1994), *Rebuilding Capitalism : Alternative Road after Socialism and Dirigism*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

- Somogyi L., (Ed.), (1993), *The Political Economy of the Transition Process in Eastern Europe*, Aldershot, Edward Elgar.
- Standing G. (1995), "Enterprise Restructuring in Russian Industry and Mass Unemployment", Genève, LO/BIT, *Labour Market Papers* n° 1.
- Stark D. (1994), "Not by Design : Recombinant Property in East European Capitalism", Paris, IRSES-maison des Sciences de l'Homme, *Document de travail*.
- Stiglitz J. (1994), *Whither Socialism ?*, Cambridge Mass., MIT Press.
- Taylor L. (1994), "The Market Met its Match", *Journal of Comparative Economics*, vol. 19, n° 1, août.
- Vinton L. & B. Slay (1994), "Bad Debts and the Polish Restructuring Program", *MOST*, n° 3.
- Vojnic D. (1993), "Some Issues on Macro-Economic Stabilization Policy in the Economies in Transition", in Somogyi, (Ed.), (1993).
- Volkonsky V., E. Gourvitch & G. Kantorovitch (1995), "L'évolution des prix en Russie et les causes de l'inflation dans l'économie de transition", in J. Sapir & V. Ivanter, (Eds.), (1995).
- Wade R. (1990), *Governing The Market*, Ithaca, Cornell University Press.
- Williamson J. (1993), "Why Did Output Fall in Eastern Europe ?", in Somogyi, (Ed.), (1993).
- Winiński J. (1993-a), "Regional Survey", in J. Winiński & A. Kondratowicz, (Eds.), (1993) ;
- (1993-b), "Heterodox" stabilisation in Eastern Europe", *EBRD Working Paper* n° 8, Londres, BERD, juillet.
- Yavlinsky G. & S. Braguinsky (1994), "The Inefficiency of *Laissez-Faire* in Russia : Hysteresis Effect and the Need for Policy-Led Transformation", *Journal of Comparative Economics*, vol. 19, n° 1, août.

OUVRAGES REÇUS À LA RÉDACTION D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

- G. Bird, ed., *Economic Reform in Eastern Europe*, 1992, Aldershot, Edward Elgar.
- I. Major, *Privatization in Eastern Europe-A Critical Approach*, 1993, Aldershot, Edward Elgar.
- M. Myant, *Transforming Socialist Economies*, 1993, Aldershot, Edward Elgar.
- R. Portes, ed., "Economic Transformation in Central and Eastern Europe", 1993, *Brookings Paper* 1-898128-00-6.
- L. Somogyi, ed., *The Political Economy of the Transition Process in Eastern Europe*, 1993, Aldershot, Edward Elgar.
- J.P. Bonin, ed., *The Development and Reform of Financial Systems in Central and Eastern Europe*, 1994, Aldershot, Edward Elgar.
- B. Chavance, *La fin des systèmes socialistes : crise, réforme et transformation*, 1994, L'Harmattan.
- C. Graham, *Safety Nets, Politics and the Poor*, 1994, the Brookings Institution.
- H. Heri, ed., *Macroeconomic Problems of Transformation*, 1994, Aldershot, Edward Elgar.
- D. H. Aldcroft & S. Morewood, *Economic Change in Eastern Europe since 1918*, 1995, Aldershot, Edward Elgar.
- M. I. Blejer & F. Coricelli, *The Making of Economic Reform in Eastern Europe*, 1995, Aldershot, Edward Elgar.
- L. Csaba, *The Capitalist Revolution in Eastern Europe*, 1995, Aldershot, Edward Elgar.
- E. Lhomel & T. Schreiber, eds., *L'Europe centrale et orientale, stabilisation politique, reprise économique*, édition 1994, collection les Etudes de la Documentation française, la Documentation française, 1995.

